

*Florence sous le Gouvernement
de l'oligarchie marchande (1378-1434).*

Dès les premiers temps de l'existence de Florence, à travers la période des consuls, des podestats et du « Peuple », les marchands accèdent progressivement au pouvoir et concentrent peu à peu toute l'autorité entre leurs mains. Sur leur « droite », ils éliminent les aristocrates « magnats », sur leur « gauche », ils empêchent l'accession au pouvoir de la *plebe* et des membres des Arts Mineurs ⁶⁶.

Depuis la fin du 13^e siècle le Peuple Gras gouverne. Car la Seigneurie est l'émanation des Arts Majeurs, du parti guelfe — où se regroupent la plupart des grands bourgeois —, de la *Mercanzia* — tribunal de commerce aux mains des hommes d'affaires —, et des Gonfaloniers de compagnie, qui tous ensemble préparent les listes d'éligibles. Si bien que, pour les trois quarts au moins, les Prieurs sont les élus des *mercatores* ⁶⁷.

Le changement continu des hommes au pouvoir, qui sont en outre tirés au sort, entraîne une certaine confusion et une apparente discontinuité dans l'histoire de la ville. Les crises politiques, économiques et sociales se succèdent, d'autant plus nombreuses que l'évolution des institutions se fait le plus souvent à travers des coups d'Etat officialisés par des *Balie*, assemblées extraordinaires dotées des pleins pouvoirs.

Au calme de Venise s'oppose cette turbulence de la ville du lys, que Dante critique violemment. Florence connaît une vie politique mouvementée parce qu'elle est sensible aux convulsions de la Péninsule et que, à la différence de la cité des doges, elle renferme un important prolétariat ⁶⁸ d'ouvriers des grandes industries textiles.

L'essor économique de la cité au 13^e siècle et au début du 14^e siècle a entraîné un net accroissement de la production, qui a été atteint grâce à la multiplication des machines et à l'appel à un nombre grandissant d'ouvriers. Ceux-ci — ouvriers spécialisés et manœuvres — composent, à la fin du 14^e siècle, la moitié environ de la population florentine. Leurs conditions de vie sont très dures, leurs journées de travail très longues et leurs salaires, souvent payés en retard et « rebus diversis »⁶⁹, sont très bas. Car les patrons florentins doivent lutter contre la concurrence étrangère et compenser par de bas salaires la cherté des matières premières due à leur éloignement des centres de production.

Classe nouvelle dans la cité, les ouvriers n'ont aucun droit. Ils sont les « suppôts » des corporations dont les statuts visent à les garder en tutelle. Ils sont surveillés par un officier étranger. En cas de conflit avec leurs employeurs, ils sont jugés par les tribunaux des Arts, qui sont entre les mains des marchands. En appel, ils se retrouvent devant les tribunaux civils, qui sont aussi des émanations de la classe « bourgeoise ». Politiquement et socialement, ils n'ont aucun moyen d'expression puisqu'ils ne jouent aucun rôle dans les corporations et qu'ils n'ont pas le droit de coalition.

Depuis 1350 environ, leur hostilité envers leurs patrons va croissant. La peste de 1348 a attisé sans doute la haine de classe⁷⁰. Et celle-ci a été accentuée par l'appel lancé par les marchands aux ouvriers étrangers afin de combler les vides dus à l'épidémie dans les rangs de leur main-d'œuvre et de maintenir ainsi le bas niveau des salaires. Les faillites et les difficultés économiques ont frappé durement les travailleurs. Aussi grèves et manifestations se multiplient. Les « plébéiens » — les *Ciampi* — tentent de se coaliser dans des sociétés occultes, les « fraternités ». Ils trouvent dans les théories hérétiques des sectes de *fraticelli* un puissant motif de critique de la richesse et de mépris pour les hommes d'affaires.

La guerre entreprise en 1376 contre la papauté n'apaise pas longtemps les adversaires. La longueur des combats, leur insuccès et l'interdit lancé contre la ville sont, à des degrés divers, la cause de difficultés économiques dont les *Ciampi* pâtissent les premiers. Leur haine contre les bourgeois est encore avivée.

Une initiative de Salvestro de Médicis est l'occasion de l'affrontement. Chef d'une faction hostile aux Albizzi qui gouvernent, Salvestro veut abattre ses adversaires et il n'ignore pas que la plèbe est prête à soutenir toute initiative, qui, mettant en cause l'ordre établi, peut lui fournir la possibilité d'acquérir une certaine audience politique, et

partant économique et sociale. En 1378 — la paix vient d'être conclue avec le pape — Salvestro, gonfalonier, propose la remise en valeur des Ordonnances de Justice, la réduction du rôle joué par le parti guelfe et l'amnistie pour les condamnés politiques, les *ammoniti*. Son but avéré est de faire accéder un plus grand nombre de familles au pouvoir et d'affaiblir ainsi ses adversaires. Son projet de réforme étant mal accueilli, Salvestro se retire, non sans que Benedetto degli Alberti, très riche marchand et son allié, n'en ait appelé au peuple.

L'émeute éclate alors et la foule obtient la nomination d'une *balia* qui réduit la durée de l'admonition, élargit les droits politiques des Arts Mineurs et « réforme » les « bourses » d'où sont tirés les noms des prieurs. Les artisans de la victoire, les *Ciompi*, ne peuvent se satisfaire de mesures qui ne les touchent pas. Ils se rassemblent le 19 juillet pour préparer une résistance éventuelle contre les troupes appelées par la Seigneurie et surtout pour élaborer un programme de revendications. Le podestat fait arrêter et torturer un des conjurés. La nouvelle se répand et provoque l'insurrection de la plèbe. Le 20 juillet, le palais de la Seigneurie est pris d'assaut par la foule qui y installe un gonfalonier et chasse tous les magistrats sauf les Huit de la Guerre, qui avaient animé la lutte contre la Papauté. La nouvelle Commune refait les « bourses » et crée trois Arts nouveaux : le vingt-deuxième, des teinturiers, le vingt-troisième, des ouvriers de la confection et le vingt-quatrième, du menu peuple. Ces trois corporations accèdent dans une mesure relativement réduite (1/3) aux conseils de la *Mercanzia* et de la Commune (8 août).

Contre ces mesures naît une double opposition. Les marchands entravent la vie économique en fermant leurs ateliers et en partant pour le *contado*. Les plus intransigeants des révoltés ne se contentent pas d'une demi-victoire. Ils critiquent vivement la Commune qui ne peut prendre les mesures sociales qu'ils espéraient (renvoi du paiement des dettes, allègement des gabelles). Ils se rassemblent à Santa Maria Novella et se proposent d'agir à nouveau pour une plus grande démocratisation de la constitution. Mais, abandonnés par les vingt-deuxième et vingt-troisième arts, ils sont écrasés par les troupes de la Seigneurie sous le commandement du gonfalonier lui-même.

Les causes de leur échec sont multiples. Les « intransigeants » ont manqué de cohésion et, dépourvus d'instruction et de maturité politique, ils ont été abandonnés par les ouvriers « spécialisés » qui les dirigeaient. Surtout, ils étaient peu nombreux en regard à la masse de la population. Aussi la trahison du gonfalonier Michele di Lando, cardeur de laine, qui s'est retourné contre eux, soit par ambition personnelle, soit par manque d'expérience politique, soit parce qu'il était l'homme de paille

des marchands et sans doute des Médicis, cette trahison est significative de l'état d'infériorité dont souffrent les *Ciampi*.

Dès le 31 août 1378, la réaction commence. Les Arts Mineurs sont au pouvoir. Ils bannissent ou font exécuter les meneurs de l'insurrection et les sympathisants, dont deux des Huit de la Guerre. Ils suppriment la corporation du menu peuple. Mais les artisans qui composent les Arts Mineurs ne participent pas à la vie économique la plus active de la cité, aux grandes affaires. Ils sont donc attaqués par les *mercatores* comme par la plèbe et ils perdent le pouvoir.

Dès 1382, les Arts Majeurs reprennent le dessus. Progressivement ils renversent la situation et assurent leur autorité. Par des réformes successives ils obtiennent une majorité toujours plus écrasante dans les offices. Finalement, ils se réservent les trois quarts des charges, dont celle de gonfalonier de justice. Ils suppriment les vingt-deuxième et vingt-troisième Arts. Ils réduisent la représentation des Arts Mineurs dans les conseils et ceux-ci finissent par ne plus avoir que deux élus à la Seigneurie. Ce retour en arrière, au delà même de la situation antérieure, se fait peu à peu. Il se double d'une série de mesures politiques et coercitives prises contre les opposants de tout bord. Les grandes familles, qui reprennent le pouvoir, et leurs chefs — Maso degli Albizzi, Gino Capponi, Niccolò da Uzzano — éliminent leurs adversaires politiques et leurs concurrents. Entre tous, ils persécutent les Alberti et leurs alliés, qu'ils jugent les plus dangereux. Les premières mesures de bannissement frappent Benedetto Alberti, ses enfants et ses amis en 1387 ; elles sont renouvelées et aggravées en 1393, 1397, 1401 et 1411. Des dispositions complémentaires mettent ces réprouvés au ban de la société marchande florentine : rapports commerciaux et mariages sont interdits avec eux. Ce coup est cruel, qui frappe des hommes d'affaires dans ce qui leur tient le plus à cœur : la famille et les affaires.

De 1387 jusqu'à 1425, les optimates exercent un pouvoir absolu. Les « bourses » ne contiennent que les noms de leurs alliés et de leurs clients. Par surcroît de précaution les oligarques créent le *borsellino*, où se trouvent les noms de leurs amis les plus sûrs, lequel fournit deux puis trois prieurs. Ainsi toute la politique de la cité est inspirée par les cercles dirigeants, directement ou par l'entremise de magistrats dévoués. Cavalcanti ne raconte-t-il pas dans ses *Istorie Fiorentine* que Niccolò da Uzzano dormait aux assemblées, mais que, le moment venu, il opinait pourtant en pleine connaissance de cause parce qu'il n'ignorait rien des pièces officielles qui lui étaient communiquées avant les réunions ? Et il ajoute : « la Commune était gouvernée davantage dans les banquets privés et les cabinets qu'au Palais ; nombreux étaient ceux qui avaient

des charges, mais rares les gouvernants »⁷¹. Si les optimates instituent en 1411 un conseil des Deux Cents et un conseil des Cent Trente, ils n'y admettent que des amis auxquels ils demandent d'approuver les mesures prises. Un Donato Acciaiuoli et un Rinaldo Gianfigliuzzi protestent-ils au nom des libertés florentines ? Ils sont aussitôt, l'un écarté, l'autre banni.

Cependant les oligarques ne se maintiennent fermement au pouvoir que le temps de deux générations. Neri, fils de Gino Capponi, et Rinaldo, fils de Maso degli Albizzi, connaissent la défaite. Les origines de leur défaveur et de leur ruine sont nombreuses. Après une période de guerres coûteuses mais acceptées parce que se terminant sur des victoires, les échecs se multiplient tant contre Milan que contre Lucques. Les marchands supportent de mauvais gré ces entreprises improductives. Leur impatience se fait d'autant plus grande que, pour augmenter les ressources de la République, l'oligarchie doit substituer au régime de l'*estimo* un impôt direct sur les biens, le *catasto*, qui empêche la fraude ^{71 bis}. Les charges financières s'accroissent tandis que les affaires sont ralenties par les conflits. L'adhésion — très profonde sans doute — dont ont bénéficié les optimates auprès du plus grand nombre des marchands, s'amenuise. Cosme de Médicis et les siens rassemblent les espoirs des mécontents. Leur popularité grandit grâce au souvenir laissé par Salvestro, leur parent éloigné, et à l'appui financier qu'ils apportent en secret aux hommes d'affaires endettés ⁷². Très riches, les Médicis gardent une modestie et une réserve qui les distinguent de leurs adversaires. Puissants, ils ont l'habileté de ne pas heurter de front les oligarques. Ils entrent même en charge avec eux et ne profitent pas de leur position pour tenter un coup de force ⁷³.

Le revirement de l'opinion est progressif. Des mesures sont prises en 1429 et 1430 — dont la loi dite des *Scandalosi* —, qui visent ceux qui inspirent l'orientation politique de la cité sans avoir reçu commission ou autorité à cet effet. L'une des premières victimes de ces mesures est Neri di Gino Capponi, exilé pour deux mois. Rinaldo degli Albizzi, chef des oligarques, énergique mais violent, tente de redresser la situation qui évolue à son désavantage. Il prétend par exemple à deux reprises (1419, 1429) supprimer les associations pieuses — les « confraternités » — qui lui semblent conspirer contre l'État. Il tâche de ruiner ses adversaires. Aussi les fait-il accuser de complicité avec les ennemis de Florence dans la guerre malheureuse contre Lucques. Il suscite la création d'une commission d'enquête, cependant qu'un gonfalonnier à sa solde, Bernardo Guadagni, fait arrêter Cosme de Médicis, qui, après un emprisonnement d'un mois, est exilé en septembre 1433.

Réfugié à Venise, le chef des Médicis est accueilli en prince plus qu'en banni. Les Vénitiens ont-ils pressenti la chute prochaine des Albizzi ? Toujours est-il que, un an jour pour jour après son exil, Cosme est rappelé à Florence par une Seigneurie qui lui est favorable. Les Médicis vont gouverner la cité trois siècles durant.

La politique extérieure de Florence pendant les années de domination de l'oligarchie est animée par deux motifs complémentaires. L'un est de défense de l'indépendance de la cité, l'autre d'expansion et de rayonnement dans l'Italie centrale, sinon même dans la Péninsule.

La défense de la *florentina libertas*, par le maintien d'une situation d'équilibre des forces dans la Péninsule et par l'opposition consécutive à toute puissance expansionniste, a l'occasion de se manifester par trois fois durant la période qui nous occupe : contre Jean-Galéas Visconti de 1385 à 1402, contre Ladislas de Naples de 1408 à 1414 et contre Philippe-Marie Visconti à partir de 1421. La lutte pour la liberté est presque constante à Florence. Elle anime l'une des idées-force de la politique florentine ⁷⁴.

Contre des régimes tyranniques ou monarchiques qui ont pour eux la grande rapidité de décision d'un seul homme, une grande puissance militaire et un dynamisme expansionniste incontestable, Florence lutte par la diplomatie, les efforts financiers et la propagande. Elle se fait le champion des libertés italiennes. Elle proclame sa résolution de défendre son indépendance et celle de la Péninsule et d'écraser toutes les tyrannies. Elle s'affirme même la continuatrice des traditions de la Rome républicaine.

En 1376 la ville du lys n'hésite pas à s'opposer à la papauté, malgré son traditionnel attachement politique et économique pour l'Église. Tout en préparant le retour à Rome de leur maître, les envoyés du pape tentent à cette époque de raffermir leur autorité sur l'Ombrie, la Romagne, l'Émilie et certaines parties de la Toscane. Florence se juge menacée. Elle nomme les Huit de la Guerre, que leurs concitoyens surnomment par ironie les Huit Saints. Les hostilités commencent. Après deux ans de combat, la cité du florin, frappée par l'interdit, paye un fort impôt à la papauté et conclut la paix.

La liberté de Florence est bientôt menacée par l'expansion milanaise. La puissance des Visconti a été élaborée par l'archevêque Giovanni, puis par Galéas II et Bernabò. Jean-Galéas en hérite en 1385. Dès l'année suivante il s'efforce d'étendre son autorité sur toute la plaine du Pô. Sachant diviser ses adversaires, il s'empare successivement de Vérone, Vicence, Padoue. Il tend à faire l'unité de l'Italie du Nord

sous son autorité dès 1388. Florence s'efforce alors de susciter une alliance guelfe dont Venise ferait partie. Elle ne parvient qu'à demi à ses fins en regroupant sous la bannière de la *libertas* Padoue, Ferrare, Bologne et Mantoue. Les armées de la ligue sous la conduite du condottiere anglais Hawkwood, appuyées par les troupes de Jean d'Armagnac, se heurtent au Visconti de 1390 à 1392. Vainqueurs dans la plaine du Pô, les guelfes sont battus devant Alexandrie et se replient sur leurs positions. A ce premier conflit, qui n'apporte pas de solution définitive, succède une pause de quatre ans.

Les hostilités reprennent en 1396. Florence reconstitue une ligue contre Jean-Galéas devenu duc. Elle trouve à ses côtés Bernard VII d'Armagnac, Bologne, Lucques, Mantoue, Padoue et Rimini. Cependant le duc de Milan parvient à s'introduire en Toscane même, à Sienne dès 1389 et à Pise en 1392. Poussant son avantage, il achète Pise à Gherardo d'Appiano en 1399 et impose sa suzeraineté à Pérouse, Assise et Lucques. Florence, presque isolée, accepte la paix dont l'État de Venise se fait le médiateur.

Le troisième affrontement est le plus grave. Menacée, pressée de toutes parts, Florence en est réduite à appeler au secours le trop faible empereur d'Allemagne, Robert de Bavière. Cependant Jean-Galéas s'empare de Bologne, isole Florence de toute alliance possible avec Venise et la papauté, occupe Lucques. 1402 est l'année des plus grands périls. Mais la mort providentielle du duc écarte un danger que Florence ne parvenait plus à éloigner. Elle va garder le sentiment très vif d'être la seule cité italienne qui ait constamment lutté pour la *libertas* contre un Jean-Galéas qui apparaissait comme le tyran par excellence.

Lorsque le royaume de Naples tente de s'imposer à Rome et à l'Italie centrale, Florence croit retrouver en Ladislas un autre Jean-Galéas. Le roi de Naples profite de l'affaiblissement de l'Église dû au Grand Schisme. Suzerain de Rome en 1408, il se fait reconnaître en 1409 le droit d'administrer les États de l'Église au nom de Grégoire XII. Il pousse ses forces en direction de Florence et assure sa domination sur l'Ombrie, Pérouse et Assise y compris. Il s'empare même de Cortone en Toscane du Sud. Effrayées, Sienne et Florence surmontent leur haine traditionnelle et constituent une alliance qui, avec l'appui de Louis d'Anjou, arrête temporairement le flot menaçant des troupes napolitaines. Ladislas rétrocède Cortone et promet d'abandonner ses visées toscanes. En 1413, pourtant, il reprend Rome, en chasse Jean XXIII et menace Bologne. L'année 1414 rappelle 1402 aux Florentins. La mort soudaine de leur ennemi sauve encore une fois les marchands de la cité du florin.

En 1422 renaît la menace milanaise. Après la mort de Jean-Galéas, les Florentins ont renoncé à pousser vers le Nord et à détruire complètement l'État de Milan. Ils se sont montrés ainsi fidèles à leur politique de non-intervention dans la plaine du Pô. Cependant, après de longs désordres, Milan, sortie du marasme, reprend sa politique d'expansion dans le Nord, sous l'impulsion de Philippe-Marie Visconti, deuxième fils de Jean-Galéas. Pour avoir les mains libres, le Visconti propose aux Florentins une délimitation des zones respectives d'influence qui ne peut que leur convenir. Il promet de laisser la Toscane et la Romagne dans l'orbite florentine et demande sa liberté d'action dans le Nord. Fort de la non-intervention florentine, il s'empare successivement de Parme et de Brescia, menace Gênes. Florence hésite à réagir militairement. Elle achète Livourne à Gênes, à qui elle procure ainsi de l'argent tout en s'assurant un débouché sur la mer. Cependant Philippe-Marie parvient à convaincre la république maritime de son intérêt politique et économique à entrer dans l'alliance milanaise. Puis il pousse vers l'Est. En 1423, il prend Forlì et contrevient ainsi aux accords passés avec Florence. Lorsqu'il s'empare d'Imola, les hostilités éclatent. L'esprit de résistance renaît à Florence en face de la nouvelle menace de tyrannie. La cité nomme les *Dix de Balìa*, qu'elle charge des pleins pouvoirs militaires.

Les Florentins essuient d'abord de graves défaites à Zagonara (1424) et Valdalimone (1425). Venise s'émeut ; elle entre dans la ligue formée par Florence, Sienne, Ferrare, Mantoue, la Savoie et Alphonse d'Aragon. Reniant les thèses de son prédécesseur Mocenigo, le doge Francesco Foscari signe avec la cité du florin un traité d'alliance valable jusqu'à la destruction de Milan. La ligue réalise les thèses de liberté citadine chères à Florence. Celle-ci, aidée par Gênes libérée du Visconti, Venise et Sienne, va faire triompher le parti de la *libertas*.

Tout en se défendant contre les menaces expansionnistes qui bouleversent la Péninsule, Florence tente de renforcer son autorité en Toscane. Cette expansion naturelle d'une ville en développement économique se manifeste dès le début du 13^e siècle. Dès les années 1250, Florence s'affirme comme la première puissance politique et économique en Toscane (la première frappe du florin date de 1252). Ayant assuré fermement son autorité sur le *contado*, elle aspire à l'imposer à l'Italie centrale. Deux constantes animent sa politique : haine traditionnelle envers ses rivaux et poussée vers la côte pour s'assurer la possession d'un port.

Dans les luttes qu'elle entreprend sous la direction des oligarques, Florence utilise à fond son arme la plus efficace, le florin, monnaie forte et stable, d'autorité internationale. Les victoires de la cité sont le reflet de sa prospérité. Le plus riche l'emporte, qui peut prendre à son service les *condottieri* les plus valeureux et les soldats les plus nombreux. L'emploi des mercenaires libère les marchands de leurs obligations militaires et leur permet de prendre part au maximum au développement économique de leur patrie.

L'oligarchie lutte victorieusement contre les autonomies locales qui menacent son empire et que ses prédécesseurs n'avaient pas réduites complètement. La création du *catasto*, qu'elle impose à tous ses satellites, lui fournit l'occasion de mater Volterra révoltée (1427).

En Italie centrale, les optimates transforment en conquêtes durables des aspirations séculaires. Ils s'emparent de Pise, leur ennemie de toujours. En 1405, ils l'achètent au maréchal Boucicaut qui en tenait la suzeraineté au nom du roi de France. Contre la résistance obstinée des Pisans, les Florentins emploient toutes leurs forces sous la direction de Maso degli Albizzi et de Gino Capponi. Après une longue lutte, la puissance militaire et économique des *mercatores* florentins leur donne la victoire. Ils achètent la complicité de Giovanni Gambacorti et entrent dans une ville presque réduite par la famine (octobre 1406). Ils traitent leur conquête en colonie, ruinent son économie par des taxes énormes et le transfert à Florence des plus riches familles. La cité du florin se transforme alors en puissance navale. Elle impose à Pise la construction et l'armement de galères et s'installe sur les voies maritimes classiques, sous l'impulsion de ses consuls de la mer.

Florence s'étend aussi dans le Sud de la Toscane. En 1384 elle achète Arezzo au Sire de Coucy. Trente ans après elle acquiert Cortone.

Ainsi l'empire florentin s'élargit considérablement sous la direction de l'oligarchie marchande. Mais l'échec des tentatives faites pour s'emparer de Lucques efface bien vite la satisfaction procurée aux *mercatores* par leurs victoires. Les optimates décident en 1429 de s'attaquer à la cité de la soie. Leur volonté d'expansion inquiète les principaux États italiens. Des puissances aussi hétérogènes que la papauté, les Visconti, Piombino et Sienne aident Lucques dans sa résistance victorieuse. En 1430, les assauts florentins sont définitivement repoussés et la paix de 1433 confirme le retour au *statu quo ante*.

Cet échec, imputable à un régime qui s'essouffle, est l'une des causes de la chute de l'oligarchie. De son règne, les hommes d'affaires florentins se sont pourtant longtemps félicités, car elle a augmenté et confirmé leur audience internationale ⁷⁵. Les optimates ont bien mérité de la classe marchande.